



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la maintenance industrielle terrestre
12^e base de soutien du Matériel - Antenne de la section achats réactifs (ASAR)
Route du camp - 36100 NEUVY-PAILLOUX

**Maintenance préventive et curative du banc d'essais moteurs
cellule 1, 2, 3 au profit de la 12^e Base de soutien du matériel –
détachement de Gien**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES - ACTE D'ENGAGEMENT

MARCHE DE DEFENSE OU DE SECURITE

*(Article L1113-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative
du code de la commande publique)*

**MARCHE PASSE SELON LA PROCEDURE ADAPTEE AVEC PUBLICITE ET MISE EN
CONCURRENCE PREALABLE**

(Articles L2323-1, R2323-1 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire
du code de la commande publique)

Montant maximum du marché : 420 000 € HT

Code fournisseur Chorus :

N° officiel du marché : 2023 32 05.....

N° engagement juridique Chorus :

Imputation budgétaire :

Code CPV et libellé : 50410000-2 : Services de réparation et d'entretien d'appareils de mesure,
d'essai et de contrôle.

Numéro de consultation : NPX-2023-05

TABLE DES MATIERES

Article 1 - IDENTIFICATION DES COCONTRACTANTS	3
1.1 Acheteur	3
1.2 Titulaire.	4
Article 2 - OBJET DU MARCHE ET DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
2.1 Objet	5
2.2 Pièces constitutives du marché	5
Article 3 - FORME DU MARCHE	5
Article 4 - EXECUTION DU MARCHE	5
4.1 Durée du marché et délai d'exécution	5
4.2 Lieux de livraison et accès au site	6
Article 5 - DISPOSITIONS FINANCIERES	6
5.1 Forme de prix	6
5.2 Contenu des prix	7
5.3 Avances	7
5.4 Informations comptables	7
5.5 Modalités de facturation	7
5.6 Délai de paiement	8
5.7 Nantissement et cession du marché	9
Article 6 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE	9
6.1 Obligation du titulaire	9
6.2 Constatation de l'exécution des prestations	10
Article 7 - PENALITES	10
Article 8 - DISPOSITIONS DIVERSES	11
8.1 Assurances	11
8.2 Changement affectant le titulaire	11
8.3 Résiliation	11
8.4 Litiges et contentieux	12
Article 9 - CLAUSES TECHNIQUES	12
9.1 Garantie	12
Article 10 - SIGNATURES	13
Article 11 - NOTIFICATION	14

Article 1 - IDENTIFICATION DES COCONTRACTANTS

1.1 *Acheteur*

Ministère des Armées
Service de la maintenance industrielle terrestre

12° BSMAT – Neuvy-Pailloux Antenne SAR
Quartier IG MARECHAL
36100 NEUVY-PAILLOUX

SIRET : 150 000 651 00011
CODE APE : 8422Z Défense
NIC : FR50 150 000 651

Pouvoir Adjudicateur :

Le Ministère des Armées représenté par le colonel Pierre FONTAINE, commandant la 12^e base de soutien du Matériel.

Pouvoir adjudicateur par arrêté du 22 juin 2007, nommé personne signataire des marchés publics et des accords-cadres n'appartenant pas à l'administration centrale signataires des marchés publics et des accords-cadres au ministère de la défense - Version consolidée au 1^{er} janvier 2022.

Responsable marchés :
Mme Cécile TROUVÉ
Tél : 02 54 03 62 87
Courriel : cecile.trouve@intradef.gouv.fr

Rédacteurs :
Mme Christine PROST
Tél : 02 54 03 62 14
Courriel : christine.prost@intradef.gouv.fr

M Patrick RUBALDO
Tél : 02 18 28 20 09
Courriel : patrick1.rubaldo@intradef.gouv.fr

Acte d'Engagement – CCP – Consultation NPX-2023-05 - maintenances préventive et curative du banc moteur cellules n° 1, 2 et 3 au profit de la 12^e base de soutien du Matériel détachement de GIEN

1.2 Titulaire.

Le signataire, le mandataire, les membres du groupement (*compléter un tableau par cocontractant*):

Nom, prénom et qualité du signataire :	
Adresse professionnelle :	
Téléphone :	
Télécopie :	
Courriel :	
agissant pour mon compte * agissant pour le compte de la société (indiquer SA, SARL, ...)	
Raison sociale :	
Domicilié à :	
Téléphone :	
Télécopie :	
Adresses mail pour envoi des bons de commande :	
Courriel administration de la société :	
Dont le siège social est à :	
Téléphone :	
Télécopie :	
N° Siret :	
Code APE :	

Compte ouvert au nom de :

Domiciliation :

Code banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Acte d'Engagement – CCP – Consultation NPX-2023-05 - maintenances préventive et curative du banc moteur cellules n° 1, 2 et 3 au profit de la 12^e base de soutien du Matériel détachement de GIEN

Article 2 - OBJET DU MARCHE ET DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1 *Objet*

Le marché a pour objet la réalisation de la maintenances préventive et curative du banc moteur cellules n° 1, 2 et 3 au profit de la 12^e base de soutien du Matériel détachement de GIEN (45).

2.2 *Pièces constitutives du marché*

Il est constitué des éléments contractuels qui prévalent dans l'ordre ci-après :

- le présent acte d'engagement valant cahier des clauses particulières (AE-CCP) ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) N° SMITer-2023-23A466-12^e BSMAT du 06/09/2023 et ses annexes I et II
- l'offre technique et financière du titulaire, comprenant la table de prix annexée (annexe 1) au présent AE-CCP.

Article 3 - FORME DU MARCHE

Le présent marché est un accord cadre à bons de commande, mono attributaire.

Article 4 - EXECUTION DU MARCHE

4.1 *Durée du marché et délai d'exécution*

Le marché est conclu pour une durée d'un an renouvelable trois fois par tacite reconduction, sans que sa durée maximale ne puisse excéder 48 mois.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction de l'accord cadre. En cas de non reconduction, la décision du représentant du pouvoir adjudicateur est notifiée au titulaire au moins deux mois avant la fin de la période en cours.

En cas de non reconduction, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

La durée du marché court à compter de sa date de notification.

Les délais d'intervention et de livraison sont fixés à compter de la date de notification de la commande. Ils sont précisés dans l'offre technique et financière du titulaire. Celui-ci est tenu de les respecter.

Pour l'ensemble des interventions de maintenance préventive et curative, les dates seront définies d'un commun accord entre les parties. Elles seront confirmées par écrit (courriel), par le titulaire, en précisant les opérations qui seront réalisées.

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins. En l'absence de bon de commande signé par le représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire ne peut réaliser aucune prestation.

Acte d'Engagement – CCP – Consultation NPX-2023-05 - maintenances préventive et curative du banc moteur cellules n° 1, 2 et 3 au profit de la 12^e base de soutien du Matériel détachement de GIEN

4.2 Lieux de livraison et accès au site

Lieux de livraison :

12^e BSMAT détachement de GIEN
97 avenue du président Wilson
45500 GIEN

Accès au site :

Services à prévenir lors de chaque intervention :

GILON Laurent

Responsable des équipements techniques

laurent.gilon@intradef.gouv.fr

02 38 29 86 19

DIGAS David

Chef d'équipe de l'équipe technique

david.digas@intradef.gouv.fr

02 38 29 86 09

CLEMENT Stéphane

Chef de section SEG

stephane.clement@intradef.gouv.fr

02 38 29 86 89

Article 5 - DISPOSITIONS FINANCIERES

5.1 Forme de prix

Les prix sont fermes pour la première année du marché (12 mois à compter de la date de notification).

Le titulaire a la possibilité d'ajuster les prix sur la base du tarif initial qu'il applique à ce marché en utilisant la formule d'indexation ci-dessous.

Il dispose d'un délai calendaire de deux (2) mois en amont de la date anniversaire du marché pour proposer une nouvelle tarification.

Le prix est révisable annuellement, par application de la formule d'indexation suivante :

$P = P_0 (\text{indice INSEE 1} / \text{indice INSEE 0})$

Dans laquelle :

P = prix ajusté hors taxe remise déduite ;

P₀ = prix initial hors taxe, figurant sur le tarif de base, remise déduite ;

INSEE 0 = valeur de l'indice INSEE à la date d'établissement du prix initial ;

INSEE 1 = valeur de l'indice INSEE en vigueur à la date d'établissement du prix ajusté.

Acte d'Engagement – CCP – Consultation NPX-2023-05 - maintenances préventive et curative du banc moteur cellules n° 1, 2 et 3 au profit de la 12^e base de soutien du Matériel détachement de GIEN

L'indice INSEE à prendre en compte est : A10 BE

« Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés ».

Le coefficient ainsi obtenu ne comportera pas plus de quatre (4) chiffres après la virgule.

Les valeurs des indices correspondant au secteur d'activité sont relevées sur le site internet de l'INSEE.

En l'absence de proposition de la part du titulaire dans les deux mois précédant la date anniversaire de notification, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas appliquer de révision de prix.

5.2 Contenu des prix

Ils sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché, ainsi que les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- les frais de livraison, d'emballage, de manutention, d'assurance, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage ne sera facturé.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5.3 Avances

L'avance est conforme aux dispositions des articles R2391-1 et R2391-4-5 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le paiement de l'avance intervient dans un délai de 30 jours à compter de la notification de la commande.

5.4 Informations comptables

Le comptable assignataire des paiements est :

Agent Comptable des Services Industriels de l'Armement (ACSI A)

Le Vendôme III - 11 rue du Rempart - 93196 Noisy-Le-Grand Cedex

5.5 Modalités de facturation

Mentions obligatoires sur chaque facture :

- le numéro de la commande de référence ainsi que le numéro du marché ;
- n° du service exécutant D1816JM078
- la raison sociale du titulaire ;
- la forme juridique de la société ;
- le numéro d'identification de l'entreprise (SIRET ou INSEE et registre du commerce) ;

Acte d'Engagement – CCP – Consultation NPX-2023-05 - maintenances préventive et curative du banc moteur cellules n° 1, 2 et 3 au profit de la 12^e base de soutien du Matériel détachement de GIEN

- la dénomination du produit tel qu'il figure à la table de prix ainsi que son prix ;
- le compte bancaire ou postal identique à celui du contrat.

Adresse de facturation :

12^e BSMAT – Antenne SAR

A l'attention de « nom du correspondant administratif précisé sur chaque bon de commande »

Route du camp

36100 NEUVY-PAILLOUX

France

Transmission de la facture :

Le titulaire envoie ses factures sous forme électronique via le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

La dématérialisation des demandes de paiement est obligatoire pour toutes les entreprises françaises et étrangères.

Le titulaire doit préciser les informations suivantes lors de son dépôt de factures :

- Le code service exécutant (code SE) de la personne publique : D1816JM078
- Le SIRET de l'Etat (destinataire Etat) : 110 002 011 00044
- La référence de l'engagement juridique (numéro du bon de commande à 10 chiffres débutant par 14 ...)

Le titulaire doit joindre à la facture le bon de commande correspondant aux prestations lors du dépôt sur Chorus Pro.

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

5.6 Délai de paiement

Le délai maximal ouvert à l'administration pour procéder au paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou à compter de la date de constatation de la conformité des prestations réalisées si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Ce délai sera, le cas échéant, majoré d'un nombre de jours égal à celui apporté par le titulaire pour fournir les justificatifs complémentaires qui lui seraient demandés ou les factures en cas d'erreur ou d'omission. Les sommes payées après l'expiration de ce délai seront assorties d'intérêts moratoires.

Le défaut de versement des intérêts moratoires dans un délai de trente jours à compter du jour de la date de mise en paiement du principal entraîne le versement d'intérêts moratoires complémentaires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses principales opérations de refinancement au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet, majoré de huit points ;

Une indemnité forfaitaire de 40 euros en cas de dépassement du délai global de paiement, se rajoutant au montant des intérêts moratoires dus, quel que soit leur montant ;

Acte d'Engagement – CCP – Consultation NPX-2023-05 - maintenances préventive et curative du banc moteur cellules n° 1, 2 et 3 au profit de la 12^e base de soutien du Matériel détachement de GIEN

Possibilité de versement, sur présentation de justificatifs, d'indemnités complémentaires lorsque les frais de recouvrement encourus du fait du retard de paiement du débiteur sont supérieurs à l'indemnité forfaitaire (article 40 de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013).

Le taux applicable à ces intérêts moratoires complémentaires est le taux d'intérêts moratoires d'origine majoré de 2 points.

Ces intérêts moratoires sont calculés sur le montant du principal, toutes taxes comprises, mais ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

La période à laquelle ces intérêts moratoires complémentaires s'appliquent commence le jour suivant la date de paiement du principal et se termine à la date de paiement de l'ensemble des intérêts moratoires.

5.7 Nantissement et cession du marché

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues des articles R.2191-45 à R.2191-63 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un cotraitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Article 6 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

Le titulaire s'engage à exécuter la totalité de la commande qui lui est notifiée, à compter de la date de notification du marché jusqu'au dernier jour de validité du marché.

6.1 Obligation du titulaire

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de chaque bon de commande qui lui est notifié.

L'acheteur s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du présent marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire de lui retourner ou de détruire les éléments ou supports d'information confidentiels qui lui auraient été fournis.

La violation grave des obligations de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire. Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Acte d'Engagement – CCP – Consultation NPX-2023-05 - maintenances préventive et curative du banc moteur cellules n° 1, 2 et 3 au profit de la 12^e base de soutien du Matériel détachement de GIEN

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Le titulaire se conforme scrupuleusement au règlement applicable aux visiteurs dans toute enceinte militaire.

Le titulaire s'engage à respecter les demandes de maintenance comme définies dans le CCTP.

Le titulaire s'engage à respecter les directives européenne/françaises conformément au paragraphe II du CCTP.

Le titulaire s'engage pour la maintenance préventive à définir deux catégories de dysfonctionnements, mineur ou majeur conformément au paragraphe 3.1 du CCTP et à exécuter la maintenance curative qui en découle, conformément aux paragraphes 3.2 et 3.3 du CCTP.

Le titulaire s'engage à respecter la liste des prestations figurant en annexe I du CCTP.

Le titulaire signale par écrit les éventuelles opérations de maintenances curatives souhaitables d'être réalisées, conformément au paragraphe 3.1.

Le titulaire s'engage à respecter les exigences de management et d'assurance qualité conformément au paragraphe IV du CCTP.

Le titulaire s'engage à fournir après chaque intervention un rapport d'intervention (annexe II du CCTP) et, à l'issue du marché, à fournir un récapitulatif des opérations effectuées au cours du marché, conformément aux paragraphes 6.1 et 6.2 du CCTP.

6.2 Constatation de l'exécution des prestations

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées par un technicien du service équipement technique.

Les opérations de réception devront être conforme aux exigences du CCTP (paragraphe VI).

Le transfert de propriété est réalisé par une décision d'admission ou une attestation de service fait.

Si les fournitures ne sont pas admises, le titulaire reste responsable de celles-ci en qualité de dépositaire légal et doit donner suite dans les délais qui lui sont impartis à la réalisation des prescriptions permettant l'admission.

Article 7 - PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long du marché, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général du marché.

Acte d'Engagement – CCP – Consultation NPX-2023-05 - maintenances préventive et curative du banc moteur cellules n° 1, 2 et 3 au profit de la 12^e base de soutien du Matériel détachement de GIEN

Pénalités de retard :

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité en € HT

R = nombre de jours de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

Toute demande d'exonération de pénalités fait l'objet d'une décision signée du pouvoir adjudicateur ou de son délégataire. L'acheteur est en droit ne pas appliquer des pénalités dont il juge le montant manifestement trop faible au regard du montant du marché.

Article 8 - DISPOSITIONS DIVERSES

8.1 Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurance.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer :

- à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ;
- à ses biens, voire aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

8.2 Changement affectant le titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

8.3 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché de défense ou de sécurité dans les cas prévus à l'article L2395-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 et L. 2341-5 de l'ordonnance précitée, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation. L'acheteur peut alors résilier le marché. Toutefois, l'acheteur ne peut prononcer la résiliation du marché lorsque l'opérateur économique fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce, à condition que celui-ci l'ait informé sans délai de son changement de situation.

Acte d'Engagement – CCP – Consultation NPX-2023-05 - maintenances préventive et curative du banc moteur cellules n° 1, 2 et 3 au profit de la 12^e base de soutien du Matériel détachement de GIEN

8.4 Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux accords-cadres publics peut être saisi selon les modalités fixées au chapitre VII Règlement alternatif des différends du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Son adresse est : CCIRA de BORDEAUX, 103 bis rue de Belleville, BP 952 33063 BORDEAUX CEDEX.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de LIMOGES 1, Cours VERGNIAUD, 87000 LIMOGES.

Article 9 - CLAUSES TECHNIQUES

Les fournitures commandées et les prestations réalisées devront être conformes aux dispositions et termes du présent marché et du CCTP N° SMITer-2023-23A466-12e BSMAT du 06/09/2023 et ses annexes I et II.

Le recomplètement des rechanges fera l'objet d'un devis par le titulaire.

Dans le forfait de maintenance préventive, les fournitures et consommables sont à la charge du titulaire.

Le fournisseur s'engage à fournir les fournitures dans un emballage approprié afin de les préserver de tout dommage causé par les aléas du transport logistique.

9.1 Garantie

Outre la garantie légale des vices cachés, le titulaire garantit les pièces de rechanges livrées pour une durée précisée dans l'offre technique et financière. Le recours à la garantie ne saurait être invoqué en cas de non-respect des conditions d'utilisation des fournitures spécifiées par le titulaire.

Toute défectuosité intervenant dans la limite du délai de garantie technique, fera l'objet d'un examen contradictoire entre le titulaire et l'administration. Dans le cas où cet examen ferait ressortir que la défectuosité est imputable au titulaire, ce dernier s'engage à appliquer la garantie selon les conditions ci-après.

La garantie court à compter de la date de livraison des fournitures.

Article 10 - SIGNATURES

Pour le titulaire : A, le

L'offre relative au présent marché, passé selon la procédure adaptée avec publicité et mise en concurrence préalable et portant sur la réalisation de la maintenances préventive et curative du banc moteur cellules n° 1, 2 et 3 au profit de la 12^e base de soutien du Matériel détachement de GIEN (45) est valide pour une durée de 90 jours à compter de la date de signature ci-dessus.

Cachet de la société et signature :

le pouvoir adjudicateur : A, le

L'offre relative au présent marché, passé selon la procédure adaptée avec publicité et mise en concurrence préalable et portant sur la réalisation de la maintenances préventive et curative du banc moteur cellules n° 1, 2 et 3 au profit de la 12^e base de soutien du Matériel détachement de GIEN (45) est acceptée.

Signature :

Acte d'Engagement – CCP – Consultation NPX-2023-05 - maintenances préventive et curative du banc moteur cellules n° 1, 2 et 3 au profit de la 12^e base de soutien du Matériel détachement de GIEN

Article 11 - NOTIFICATION

En cas de remise contre récépissé, le titulaire signera la formule ci-dessous :

"Reçu à titre de notification une copie du présent marché"

A

Le

Signature du titulaire

En cas d'envoi en recommandé avec accusé de réception postal ou électronique, l'avis de réception est annexé au présent document.

Annexe 1

TABLE DE PRIX MAINTENANCE PRÉVENTIVE ET CURATIVE*

MAINTENANCE DES CELLULES 1,2 et 3 telle que prévue au CCTP, HT et TTC

	DESIGNATION	Montant HT	Montant TTC
1	Coût forfaitaire annuel de la maintenance préventive telle que prévue au CCTP ⁽¹⁾	----- € (HT/AN)	----- € (TTC/AN)
2	Coût horaire forfaitaire pour une intervention de maintenance curative telle que prévue au CCTP ⁽¹⁾	----- € (HT/AN)	----- € (TTC/AN)

* Tous détails ou documents de maintenance doivent être joints en annexe de la table de prix

⁽¹⁾ les frais de déplacement, de séjour et de restauration sont inclus dans le montant forfaitaire